

# Ecole d'administration publique : deux ans sans décerner de certificats

WALLONIE La mission phare est mise entre parenthèses pour cause d'économies

► Le moratoire sur la formation des hauts fonctionnaires permettra d'économiser 300.000 euros en deux ans.

► L'avenir de l'école n'est pas en jeu. Mais Ecolo craint que l'on utilise l'alibi budgétaire pour altérer la nature du projet.

**P**aul Magnette avait prévenu, en juillet, au parlement wallon : « *Il n'y a pas de petites économies !* » Référence claire à l'exercice budgétaire pour 2015 qui pointait déjà le bout du nez à l'époque, et qui fera l'objet d'un conclave ministériel très délicat dès ce jeudi.

Parmi les innombrables mesures sur la table, on trouve un moratoire de deux ans sur l'organisation du certificat de management public par la toute jeune Ecole d'administration installée à Namur.

Bénéfice espéré par le ministre-président : 300.000 euros. Une goutte d'eau ! Rappelons en effet au passage que le gouvernement régional doit trouver au bas mot 300 millions sur les dépenses et autant grâce au lissage de nombreux investissements...

A l'une ou l'autre exception près, personne n'échappera aux économies qui se négocieront entre PS et CDH à l'Elysette. L'Ecole d'administration publique a été créée en 2011. Elle fonctionne depuis septembre 2013 et a décerné ses premiers

certificats en juin dernier. Mais aucun privilège lié à la jeunesse ne lui sera accordé : elle doit mettre entre parenthèses cette activité pendant deux ans.

Le coup de frein est évident, mais Isabelle Küntziger, la directrice de l'institution, tient à relativiser la portée de cette mesure d'économie : « *Tout d'abord, les deux premiers cycles de formation de hauts fonctionnaires seront menés à terme, d'ici le printemps prochain. Le moratoire vaut pour les deux promotions suivantes. Ensuite, l'école poursuivra son développement en parallèle en mettant en place le transfert en son sein de l'ensemble des missions de formation de l'administration de la Wallonie et de la Fédération. C'est un autre enjeu important. Comme les formations pour les agents locaux et provinciaux dont le lancement reste prévu en 2016.* »

L'Ecole d'administration n'est pas morte, soit. Mais sa mission la plus emblématique s'apprête bel et bien à entrer en hibernation pour deux ans, pour ce qu'il faut considérer comme une économie de bouts de chandelle, à l'échelle du déficit budgétaire.

**Les deux premiers cycles fourniront des candidats en nombre suffisant pour la législature 2014-2019**

Le certificat de management public a été voulu par le gouvernement PS-CDH-Ecolo (voir ci-contre). Le projet a surtout été porté par l'Ecolo Jean-Marc Nollet, soucieux à la fois d'objectiver l'attribution des postes les plus importants de la fonction pu-

blique, d'améliorer la formation des cadres dirigeants et d'instaurer au sommet de l'Administration le régime des mandats de cinq ans, soit la durée d'une législature. Une triple révolution, faut-il le préciser.

Selon Isabelle Küntziger, ces objectifs seront rencontrés : les deux premiers cycles de formation fourniront des candidats en nombre suffisant pour la législature 2014-2019. On ne reviendra pas là-dessus. Mais au-delà ?

C'est l'interrogation actuelle d'Ecolo, désormais dans l'opposition et qui suit « son » dossier de très : « *Les deux premiers cycles du certificat de management public semblent préservés, c'est une excellente nouvelle, commente le député Stéphane Hazée. Une suspension n'est pas trop problématique, même s'il est grand temps de mettre en œuvre intégralement le régime des mandats, lié au nouveau gouvernement. Notre crainte est que le provisoire devienne définitif, que l'alibi budgétaire soit le prétexte à la remise en cause d'une réforme très importante. Il ne s'agirait pas que, sous prétexte d'un manque de candidats certifiés, les partis au pouvoir en profitent un jour pour pousser leurs favoris au sommet de la fonction publique.* »

Signalons au passage que la formation en question est dispensée par les universités francophones dans le cadre d'une convention qui a porté sur 1,5 millions d'euros pour les deux premiers cycles. Faute de cycles trois et quatre au moins, voici une rentrée d'argent qui s'efface pour les milieux académiques. ■

ERIC DEFFET

## REPÈRES

**Le certificat**

Le certificat de management public est décerné après la réussite d'un Executive Master dispensé par les universités. Pour chacun des deux premiers cycles, 70 personnes ont été sélectionnées. Le Selor avait préalablement reçu 527 puis 468

candidatures. Il lui revient en bout de course d'organiser une épreuve de fin de cycle qui permettra de verser les lauréats dans un pool de candidats pour les principaux mandats de la fonction publique régionale et communautaire.

Les candidats provenaient des deux administrations précitées : 44 % étaient des

fonctionnaires wallons et 17,3 % des agents de la Communauté française. Le solde était issu du fédéral, du privé ou des communes. En juillet dernier, 23 étudiants sur les 70 du premier cycle avaient bouclé leur parcours, mais seuls 18 ont convaincu le jury. Les résultats de la seconde session seront connus le 13 octobre.

## transition La coalition PS-CDH et l'envie d'un « Ecolo bashing »

## ANALYSE

L'Ecole d'administration publique commune à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles a été portée sur les fonts baptismaux par l'Ecolo Jean-Marc Nollet, en charge de la fonction publique au sein des deux exécutifs de 2009 à 2014. L'étiquette verte du dossier est réelle, même si les trois partis de l'Olivier (PS et CDH aussi, donc) ont assumé le projet.

Il n'aura échappé à personne qu'Ecolo évolue aujourd'hui dans l'opposition et que les nouveaux coalisés semblent s'en satisfaire. Au point d'envisager de détricoter avec plus ou moins d'ardeur les décisions qui ont le tort de porter l'empreinte de Nollet, Henry et consorts ? En réalité, ces accents verts les ont plus agacés que réellement convaincus.

Les quatre députés écologistes qui siègent encore au parlement wallon n'hésitent pas à évoquer le début d'un « Ecolo bashing » de la part de la majorité PS-CDH. L'héritage vert serait sys-

tématiquement dénigré, des pistes de travail et même des décisions abandonnées en rase campagne. Paranoïa ?

La mise entre parenthèses du certificat de management public rentre dans le cadre d'efforts budgétaires généralisés. Des priorités socialistes ou humanistes n'échapperont pas non plus à la rigueur ambiante. Mais

### **Le Gerfa considère que la fonction publique wallonne est à 90 % entre les mains du PS et du CDH**

cette école d'administration est surtout attribuée au très décrié Jean-Marc Nollet : le ministre Ecolo voulait notamment objectiver les nominations au sein de la fonction publique.

Or, les spécialistes du Gerfa, le Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative, considèrent que la fonction publique wallonne est à 90 % aux mains du PS et du CDH. Alors, deux ans sans certificat, de quoi laisser les mains libres aux partis

au pouvoir ? Ecolo le craint.

Depuis l'accord de majorité de juillet dernier, les exemples se multiplient d'un gouvernement qui ferait la chasse au vert dans les politiques publiques régionales. C'est parfois avoué par une périphrase : « *Il ne faut pas vouloir être les meilleurs du monde* »... Mais dans d'autres cas, on passe clairement à l'acte.

Citons sans souci d'exhaustivité : le report de l'entrée en vigueur du nouveau code wallon de l'aménagement du territoire, qui a pourtant valu des nuits blanches au parlement dans la dernière ligne droite de la législature, le retour dans l'actualité du contournement autoroutier de Liège, freiné par Ecolo durant cinq ans, ou les questions à mots couverts à propos de l'avenir du pôle de compétitivité Greenwin. Sans oublier les mesures annoncées cette semaine à propos des certificats verts ou de la tarification progressive de l'énergie.

Ce n'est plus un hasard, cela devient une tendance. ■

E.D.